

Communiqué de Sud Education Créteil - Mobilisation des universités

L'enseignement supérieur, comme les autres services publics, pâtit aujourd'hui gravement du désengagement de l'Etat et des politiques d'austérité imposées par les gouvernements successifs.

La loi Fioraso sur l'université et les récents projets de décrets s'inscrivent dans la continuité de la loi LRU cautionnant une dérive libérale qui plombe aujourd'hui les universités, comme le montre les conditions de cette rentrée 2013 :

- une gestion toujours plus bureaucratique et managériale, amenant une pression hiérarchique accrue tant à l'égard des personnels (généralisation des évaluations individuelles pour les enseignants, entretien professionnel annuel obligatoire pour les BIATOSS) que des usager-e-s (règlement intérieur de plus en plus contraignants et arbitraires)
- une régionalisation qui met les universités en concurrence et pousse à des économies d'échelle réduisant l'offre de formation pour les étudiant-e-s
- une autonomie financière synonyme de pénurie budgétaire entraînant mesures d'austérité, recours massif à l'emploi précaire, droits d'inscription à la hausse

Face à cette dégradation des conditions d'études, plusieurs universités (à Rennes, Toulouse, Montpellier, Paris) sont entrées dans la mobilisation.

Sud Education Créteil soutient l'appel de Solidaires étudiant-e-s à une journée de mobilisation le 24 octobre.

Sud Education Créteil se joint aux revendications portées par les organisations étudiantes :

- le refus de toutes les mesures d'austérité et des politiques libérales dans les universités, incarnées par les lois LRU et Fioraso
- le réengagement financier de l'Etat avec des financements 100% publics à hauteur des besoins
- la résorption de la précarité par la titularisation des précaires
- la programmation d'un plan d'embauche massif à hauteur des besoins
- la fin de l'autonomie financière des universités

Créteil le 18/10/2013